

RWANDA

# Paul Kagame, commandant de l'ombre du FPR

L'homme fort du Front patriotique rwandais déteste apparaître en public. Elevé dans le maquis, il dit son goût pour la discipline, sa haine de l'injustice et son antipathie envers la France et l'Eglise.



Paul Kagame.

Kigali, envoyé spécial

Le général Paul Kagame, commandant militaire du Front patriotique rwandais, n'aime pas les apparitions publiques. Lorsqu'il affronte les caméras de télévision, il prévient toujours que son intervention sera brève et s'échappe après quelques minutes. Ces apparitions fugaces lui ont forgé une réputation plutôt antipathique, celle d'un homme sec, sans charme et sans humour, d'un militaire intransigent et peu enclin au dialogue. En tête à tête, sans arme, sans insigne de grade, Paul Kagame est tout le contraire, chaleureux et passionné. « Je ne veux pas être une personnalité publique », dit-il. Après la guerre, je resterai au service du FPR si on me le demande. Mais cela ne me gênerait pas de redevenir un homme ordinaire, de m'effacer. Rien, dans le personnage, ne laisse entrevoir le guerrier, l'homme qui dès 1979 décide de rejoindre le maquis d'Ouganda, d'où Yoweri Museveni, l'actuel président ougandais, lance ses premières actions contre les régimes d'Idi Amin Dada et Milton Obote. D'une maigreur effrayante et mesurant plus d'1,90m, Paul Kagame a de longues mains fines et des petites lunettes dorées. L'apparence est trompeuse. « Je ne suis pas un intellectuel. Après l'école, j'ai immédiatement rejoint la NRA, l'armée de Museveni, et j'ai consacré les meilleures années de ma vie à mon apprentissage militaire. Je ne le regrette pas. J'ai toujours su que j'étais du bon côté, que je retournerais un jour au Rwanda. » Dans le bush, le jeune Kagame construit les fondements de son action. « La guerre m'a appris ce qui est bon, ce qui est mauvais. J'y ai gagné de la confiance, j'ai appris à réagir vite. Mais surtout, je me suis découvert une haine profonde de l'injustice. »

Comme une obsession, c'est à cet idéal de « justice » que le jeune engagé volontaire de la NRA se dévoue. Etranger parmi l'armée des rebelles ougandais, il deviendra officier de renseignement avec le grade de major. Kagame, comme toute la génération de réfugiés rwandais dispersés hors des frontières du pays, en Ouganda, au Burundi, au Zaïre, reste marqué par l'exode de sa famille. En 1959, la « révolution sociale » chasse

les colons belges du Rwanda, et une première vague de massacres dirigés contre les Tutsis force ses parents à prendre la fuite avec le petit Paul, né trois ans plus tôt à Gitarama. « J'aurais pu mener une vie confortable en Ouganda. J'ai choisi de prendre le maquis pour rétablir les droits de mon peuple, enlevés par la force, pour combattre une dictature injuste. »

Aux côtés de Museveni, le major lit Che Guevara, Mao, des ouvrages de stratégie. En 1988, il suit pendant quatre mois les cours de l'école militaire américaine de Fort Leavenworth, au Kansas. Il aurait également suivi un stage en Libye, sur lequel il n'est pas très loquace. Au moment où le FPR lance sa première offensive au nord du Rwanda en 1990, Kagame n'est que l'adjoint du major-général Fred Rwigyima, tout son contraire. Autant Fred est impulsif et exubérant, autant Paul est introverti et secret. En octobre, Rwigyima est tué sur le champ de bataille et le commandement revient naturellement à Kagame, dont un des premiers assauts, sur Ruhengeri, est sèchement repoussé par l'armée rwandaise, avec à sa tête le général Augustin Bizimungu, l'ennemi de toujours.

Mais le jeune général, 37 ans, va reprendre ses guérilleros en main. La réputation de pratiquer une discipline de fer qu'a acquise le FPR est la marque de Paul Kagame. Lui-même dort peu, ne fume pas et ne boit que du soda : « Ma discipline, c'est donner tout ce que je peux, tout ce que je sais, pour ma cause et mes hommes. » Le général sait faire respecter sa règle. Les excès sont sévèrement sanctionnés. « Récemment, deux de nos soldats ont violé et tué une jeune fille. Ils ont été jugés en cour martiale et exécutés. Les assassins de l'archevêque de Kigali seront aussi jugés. Il ne faut pas qu'on me dise que nous sommes trop durs. C'est justement parce que l'armée rwandaise ne l'a pas été assez, que ces massacres ont été perpétrés. » Sur le terrain, la discipline est à tous les étages. Elle inspire par exemple l'obsession du secret, typique du FPR. Rares sont les ordres écrits, tous les appels radios se font à l'abri des oreilles indiscrettes, grades et noms de famille sont confidentiels.

C'est sur cette discipline que dit compter le général pour contrôler les velléités de vengeance au sein de ses propres troupes : « On ne peut pas toujours éviter les incidents, c'est vrai. Il n'est pas facile de contrôler des milliers de soldats traumatisés par la mort affreuse de leurs parents. Nous y travaillons, nous les réprimons et les éduquons. Mais il faut essayer de comprendre. Ces choses sont partout possibles où il y a des êtres humains et la situation de ce pays est complexe. »

L'autre force de Paul Kagame, décisive, c'est son incroyable mobilité. Les rebelles sont richement équipés

en radios Motorola de la dernière génération. Au FPR, chaque soldat a serré au moins une fois la main du général sur la ligne de front : « Je me sens responsable de ces jeunes gens. Je dois soigner chaque détail, leur confort, leur santé. Je suis un paternaliste. C'est pour cela que nous avons mis autant de temps à prendre Kigali, pour réduire au minimum les pertes humaines. » Pour délivrer ses ordres personnellement, le général conduit lui-même à tombeau ouvert un impressionnant pick-up, chargé de soldats et surmonté d'un canon anti-aérien, la « mad-max » des guerriers somaliens. « Catholique par accident - je n'ai pas choisi -, je crois en Dieu, mais je ne suis pas un chrétien pratiquant », dit Paul Kagame. Il en veut en revanche farouchement à l'Eglise, pour le rôle qu'elle a joué dans les malheurs du Rwanda : « Chacun a un crucifix dans sa maison. Mais ni les gens ni les prêtres n'ont pratiqué ce qu'ils ont prêché. Des prêtres ont même participé aux massacres. Je n'accepte pas l'hypocrisie de l'Eglise. Au Rwanda, l'Eglise n'a poursuivi qu'un but : régner sur la politique. » C'est également de Kagame, « qui ne parle pas anglais par choix, mais par destin », que vient le sentiment antifrançais dont se nourrit le FPR : « Je n'ai aucune sympathie pour les ex-colons qui ont laissé ce pays et l'Afrique, en plein désastre. Je ne supporte plus l'expression de "guerre tribale", nous avons affaire à une guerre venue de l'extérieur qui n'est pas inhérente aux Rwandais. Et la France, directement ou indirectement, tente de mettre tous les obstacles possibles pour empêcher notre victoire. » Pour Kagame, l'amitié qu'elle avait pour l'ancien régime a fait perdre à la France le bon sens : Paris cherche à contrôler le Rwanda, « pays clé d'Afrique centrale ».

Soudain plus dur, le général Paul Kagame lance comme un avertissement : « Les Français ne nous stopperont pas. Nous savons déjà que des miliciens armés ont trouvé refuge dans la zone de sécurité et repartent contre nos troupes. Nous n'hésiterons pas à entrer dans cette zone si cela s'avère nécessaire. » Paul Kagame a une autre mise en garde, celle de respecter l'exigence du FPR de poursuivre les auteurs des massacres : « Je sais bien que tout le monde ne sera pas arrêté, cela n'est pas réaliste. Mais cela ne doit pas être une excuse. Nous sommes entrés en guerre pour sauver, au moins, quelques vies. Il faut qu'au moins les responsables politiques rendent des comptes devant la communauté internationale. Le retour de la justice est une condition à la réconciliation. Il n'y a rien qui puisse justifier de tuer des innocents, des femmes et des enfants. C'est le FPR qu'il fallait combattre. Et moi, Kagame, qu'il fallait tuer ! »

Jean-Philippe CEPPI



Deux soldats zairois au milieu d'une foule de réfugiés du

## A Goma, les soldats perdus

Noyés dans la foule des réfugiés, certains ont simulé zairois les guette pour les désarmer. Héros

Goma, envoyée spéciale

Crottés, dépenaillés, voleurs, perdus, les pires et les plus loyaux, sifflés et applaudis, prêts à tout et désarmés. Ce sont les soldats du FAR. Le ministre de la Défense a sonné la retraite, ordonnant à ses troupes de protéger la fuite des civils et d'utiliser les cartouches qu'il leur reste pour leur « sécurité personnelle ». Dans l'exode massif qui entraîne depuis deux jours, près de deux millions de Rwandais vers le Zaïre, les 53 000 militaires du gouvernement intérimaire ont pris la fuite et sont devenus malgré eux les symboles d'une débâcle.

Sur le fronton du bâtiment, un fonctionnaire a peint « régideso », c'est la « régie des eaux » de Goma, première ville zairoise après la frontière nord-ouest du Rwanda. Hier, plus aucun fonctionnaire n'y travaillait. En une journée, la cour et les locaux se sont

transformés en caserne des FAR (Forces armées rwandaises). Sous un ciel blanc, les plus perdus des forces rwandaises sont venus se coucher là, rassurés par la proximité de la gendarmerie zairoise. Evacués comme toute la zone frontalière, les blessés des hôpitaux militaires enchevêtrèrent leurs cannes, leurs pansements. « Ma médaille », dit Firmin, montrant un bras sans main. Une radio calée sur le plâtre de sa jambe gauche, un sergent proteste : « Nous ne sommes pas des déserteurs. Nous sommes des victimes de la guerre. » Le gendarme zairois, chargé du recensement, consulte ses listes sans pitié. « Nous avons constaté que des soldats rwandais se sont volontairement blessés au couteau, qu'un trafic de béquilles est organisé. Certains de ceux qui sont là veulent surtout garder la face. » Autour du camp, les enfants de la ville s'accrochent aux grillages. « Regarde les voyous », dit l'un. « Ce sont des femmes », lance l'autre. Regard vide d'un soldat à la tête bandée : « Donne-moi plutôt de l'argent, gamin. Ou alors au moins une cigarette. » Au robinet dans la cour, on fait la queue pour lessiver les tenues. Des boîtes de cirage circulent entre les rangées. Deux soldats s'époussetent l'un l'autre, s'enquêtent pour trouver un miroir.

« Lorsque les Forces armées rwandaises entrent dans le pays, nous avons pour première consigne de les désarmer », explique un officier de l'immigration zairois, qui éventre les

